

**Fusion PSA-Fiat :
Ouverture de la
chasse aux doublons**

l'étincelle

**Evaluation annuelle :
Dis-moi si tu es
performant que je
te calibre**

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 5 novembre 2019

Le climat (social) se réchauffe

D'Alger à Santiago du Chili, de Port-au-Prince à Hongkong, de Beyrouth à Panama, d'un continent à l'autre souffle un vent de révolte. La détermination de millions de manifestants est immense. Les mobilisations perdurent, malgré les répressions policières et militaires. C'est que l'enjeu est fondamental : la chute de tous les systèmes en place, y compris ces prétendues démocraties qui infligent leur dictature aux pauvres. De quoi faire écho ici-même, où fermentent les mêmes colères et les mêmes aspirations.

A chaque fois, il aura fallu un événement déclencheur. Au Liban, ce sont les nouvelles taxes, dont celle de 18 centimes d'euros sur les appels de la messagerie WhatsApp. Au Chili, c'est l'augmentation du prix du ticket de métro de Santiago de 30 pesos (4 centimes). En Haïti, en Équateur ou au Liban, pénuries ou augmentations du prix de l'essence ont mis le feu.

Causes communes

Mais ces mouvements ne s'arrêtent pas là. Ils dénoncent un monde et des régimes de plus en plus durs pour les pauvres et les exploités. Au Liban, cela fait des années qu'on manifeste contre les coupures d'électricité ou la crise de la collecte d'ordures. En Irak, dès 2015, en pleine guerre civile, on manifestait déjà pour l'existence de services publics. Au Chili, santé et éducation sont hors de prix.

Car les inégalités sont devenues insupportables. À l'image de ces 26 milliardaires possédant autant de richesses que la moitié de la population mondiale. Au Chili, le pays le plus inégalitaire de l'OCDE (le club des pays dits « développés »), 5 familles détiennent 25 % de la richesse du pays. Le président chilien Piñera fait partie des milliardaires qui ont fait fortune pendant la dictature de Pinochet.

A chaque fois, c'est remarquable, on constate un haut degré de conscience politique. Au Liban et en Irak, les manifestants dénoncent le système confessionnel, qui fait que la population est mise à la remorque des notables de chaque communauté religieuse. Lors de l'énorme manifestation du 1^{er} novembre, jour de la fête de l'indépendance de l'Algérie, les algériens ont réclamé une « nouvelle indépendance », car la première a été confisquée par les cliques au pouvoir.

Au Chili, les manifestants scandent « ce ne sont pas 30 pesos, ce sont 30 ans », s'opposant aux 30 années de politiques anti-ouvrière qui ont continué après la fin du régime militaire de Pinochet. Le soulèvement a pris une autre dimension à partir de la grève générale et des manifestations massives. Il est dès lors difficile pour le pouvoir d'affronter frontalement des millions de travailleurs qui prennent parti pour la jeunesse révoltée.

Les travailleurs, par la puissance qu'ils représentent quand ils se mettent en lutte et qu'ils s'organisent, peuvent en effet transformer ces révoltes en véritables révolutions.

Le cinq, reçu cinq sur cinq

En France, nous n'en sommes pas là. Mais le mouvement des gilets jaunes est lui aussi parti d'une étincelle (le prix du carburant) et a remis en cause la baisse du niveau de vie de la population, l'accroissement des inégalités et la petite clique arrogante au pouvoir bien à l'image de la grande bourgeoisie dont elle défend les intérêts.

Le gouvernement a poursuivi sa politique en faveur des plus riches, notamment avec la réforme des retraites et la baisse des indemnités de chômage intervenue le 1^{er} novembre. Mais le mouvement au long cours dans les hôpitaux, et la surprise de la grève massive dans le métro parisien, du « droit de retrait » tout aussi massif et des grèves récentes à la SNCF, montrent que les ferments de la colère pourraient bien gagner l'ensemble des travailleurs.

Le 5 décembre prochain, plusieurs confédérations syndicales et des gilets jaunes appellent à une journée de grève contre la réforme des retraites. À nous d'en faire le point de départ d'une vaste riposte, à l'exemple des révoltés du monde entier.

Auto-aliénation

Dans le nouveau processus annuel d'évaluation, chaque salarié pourra s'autoévaluer durant deux semaines. Ce système est censé donner davantage la parole au salarié. On est censé croire que le résultat de l'évaluation (décidée toujours au final par ses chefs) en sera plus juste. S'autoévaluer, c'est aussi très pernicieux : il s'agira de dire si on a rempli ses objectifs, si son comportement a été Renault Way, de juger sa contribution... Et s'auto-augmenter, c'est possible ?

Du gros calibre

Avec People@renault, la direction est allée puiser dans les recettes à la mode des cabinets de conseil en management pour juger et étalonner la performance de ses employés. Cette année après s'être autoévalué, le salarié subira une « calibration » faite par ses managers lors d'une « session d'évaluation collégiale » (anciennement People Review). Ça a couté combien cette idée géniale ?

A date non convenue

En fixant jeudi 2 et vendredi 3 janvier 2020 comme jours d'« ajustement collectif du temps de travail » (on ne dit plus Réduction du Temps de Travail, c'est devenu un gros mot), la direction de l'établissement a décidé de fermer le Technocentre pendant deux semaines (lundi 23 décembre était déjà un RTT Collectif et la 5^{ème} semaine de congés fixée du 24 au 31 décembre), et ainsi faire des économies d'infrastructure. Vive les congés... sauf que pour les organiser, il aurait mieux valu le savoir plus tôt. Les congés, c'est mieux quand on peut en choisir la date.

Une fusion avec beaucoup d'effusion

Après avoir racheté Chrysler en 2014 et tenté la fusion avec Renault, les patrons de Fiat Chrysler Automobile (FCA) ont jeté leur dévolu sur PSA. Un accord de fusion pourrait être signé d'ici un mois. Chaque constructeur échangerait 50 % de ses actions. Mais avant, FCA distribuera à ses actionnaires 5,5 milliards d'euros sous forme de dividende en cash, et PSA versera aux siens 3 milliards d'euros sous forme de titres de Faurecia dont il détient 46% (et dont il va se séparer). La fusion, les actionnaires sont pour !

Le clan des Hollandais

Le siège social du nouveau groupe formé par la fusion de PSA et de Fiat sera basé aux Pays-Bas. Ce pays sert de paradis fiscal à de nombreuses multinationales à l'instar de RNBV, la filiale commune de Renault et de Nissan utilisée comme caisse noire par Carlos Ghosn et ses amis. Carlos Tavares, le futur dirigeant du groupe, a décidé beaucoup appris lorsqu'il était à Renault.

Des synergies à revendre

PSA et Fiat ont promis que leur fusion n'entraînera pas de fermeture d'usines. Mais pour combien de temps ? L'emploi sera forcément dans le collimateur des synergies et des économies d'échelle visées par cette fusion, que ce soit en Fabrication ou dans l'Ingénierie/Tertiaire. La secrétaire d'État française à l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher, qui suit le dossier n'a d'ailleurs pas écarté des réductions d'effectifs, en déclarant cyniquement : « On peut ne pas fermer d'usines mais on peut avoir besoin de réajuster la taille des usines ». Dans les usines Renault en France, c'est même une pratique courante.

La grève, GM ça !

Elle aura duré six semaines et coûté très cher à General Motors : la grève s'est arrêtée le 25 octobre par un accord voté par 57 % des grévistes. Employés dans 33 usines réparties dans neuf États et 22 magasins de pièces détachées, les 46 000 salariés de GM aux USA voulaient mettre un terme aux fermetures d'usines et à l'inégalité des statuts et des salaires qui les divisent selon leur date d'embauche (avant 2007 ou après). Les résultats obtenus (10 000 euros de prime, alignement partiel des contrats des nouveaux embauchés...) ne l'ont été que par la prolongation de la grève, en dépit du syndicat unique, l'UAW, pressé d'y mettre fin. Sa direction, légaliste, n'a pas appelé à la grève les salariés de Ford ou de Chrysler, qui étaient nombreux pourtant à venir sur les piquets de grève de GM. Il n'empêche. Cette grève illustre un renouveau des luttes aux USA et pourrait stimuler la lutte de bien d'autres travailleurs.

Le poison mortel du racisme

Lundi 28 octobre, un ancien candidat du Rassemblement national tentait d'assassiner deux fidèles de la mosquée de Bayonne qu'il venait d'essayer d'incendier. Cet acte odieux s'inscrit dans le contexte plus large d'un racisme distillé d'en haut : de chez les Le Pen qui en ont fait une tradition familiale, jusqu'à Macron qui vient chasser sur leurs terres, en passant par Zemmour, petit roquet d'extrême droite invité sur les plateaux télé et radio des amis du précédent. Ils portent une lourde responsabilité dans l'attentat de lundi dernier.

Pas les mêmes valeurs

Quelques jours après l'attentat raciste de Bayonne, Macron fait publier par le journal d'extrême droite Valeurs Actuelles un entretien dans lequel il mélange allégrement les thèmes de l'immigration et du communautarisme, un ressort classique de la propagande anti-immigrés. La ficelle est grosse, alors n'attendons pas les élections pour lui montrer qu'il ne parviendra pas à nous diviser.